

« Bordeaux n'est plus Monaco ! »

THIERRY OBLET

« Bordeaux, c'est Monaco ! » Ainsi parlait-il y dix ans, en réunion publique, le directeur départemental de la sécurité publique (DDSP) de Bordeaux. Cet ancien n° 2 du RAID avait géré la très médiatique prise d'otages de la maternelle de Neuilly (« Human Bomb »). Surnommé « le shérif » ou le « cowboy » au cours d'une carrière qui l'avait conduit de l'Isère à l'Essonne en passant par l'Hérault, habitué à se frotter au grand banditisme, il livrait par cette comparaison sa perception du niveau d'insécurité sur Bordeaux. C'était son dernier poste avant la retraite que son arrivée en terres girondines lui semblait déjà anticiper. Soit un itinéraire le poussant à relativiser l'insécurité dans une ville qui n'avait pas connu de fortes flambées de violences urbaines. Les sociologues qui avaient fait leur tour de France des cités ironisaient à l'idée de classer les tranquilles Hauts de Garonne au même titre que ces quartiers où les confrontations entre jeunes et uniformes pouvaient prendre un air de jour sans fin. Certes, il avait existé des points de crispations sur l'agglomération bordelaise : la fameuse tour Gécicart 3 de Lormont détruite en 2011 ; la résidence du Port de la Lune à Bacalan qu'une résidentialisation sauva de la démolition ; les tumultes juvéniles des Aubiers. Et même lorsqu'ils vivaient dans l'insécurité, les Bordelais n'en avaient pas conscience ! Comme nous le confiait en 2004 un responsable policier : « Si les Bordelais avaient connaissance de l'ampleur du manque de moyens policiers la

nuit, ils seraient scandalisés. Cela ferait un tollé. » Encore fallait-il avoir essayé d'obtenir le secours d'un véhicule de police à ces heures.

Aujourd'hui, Bordeaux n'est plus Monaco ! L'insécurité s'est invitée au cœur des inquiétudes de la municipalité. Elle s'appréhende mal par les statistiques administratives perclues de biais méthodologiques¹. L'insécurité

¹ | Tant sur l'enregistrement et la fabrication des données que sur leur traitement, cette critique est un classique des sciences sociales.

est une dimension normale de la vie urbaine. C'est la contrepartie acceptable de notre quête des plaisirs urbains voire de la recherche d'une affirmation parfois frelatée de soi-même. Elle devient problématique lorsque les faits qui l'attisent deviennent perçus comme les symptômes d'une urbanité qui se défait. Ces dernières années, les rixes entre bandes ou entre sans-abri, les conduites à risque de la population étudiante, la suroccupation périlleuse



de logements, les « love cars » de la prostitution, les violences faites aux femmes, les trafics et la consommation de drogue dans l'espace public, les tribulations nocturnes, toutes ces nuisances semblent avoir dépassé un seuil de tolérance et réclament interventions.

Que l'insécurité soit devenue un souci central pour la municipalité de Bordeaux, rien ne l'illustre mieux que l'accession de son maire à la présidence du Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU). Cette association, créée il y a 30 ans (1992), prolongeait la philosophie de la nouvelle politique de « coproduction de la sécurité » établie dès 1982 par le Conseil National de Prévention de la Délinquance (CNPd). Celle-ci entendait, sous l'égide du maire, réunir autour d'une même table les acteurs de la prévention et de la répression. L'enjeu était de concevoir des actions pragmatiques substituables aux routines formatées par les idéologies professionnelles. Conseils Locaux de Sécurité et Prévention de la Délinquance (CLSPD) et Groupes Locaux de Traitement de la Délinquance (GLTD) en sont aujourd'hui les héritiers.

Cette nomination a pu surprendre ceux qui pensent que le thème de la sécurité n'est pas dans l'ADN politique des verts. Elle marquait toutefois sur Bordeaux, en dépit du changement de majorité, une continuité plutôt qu'une rupture. L'adjointe aux affaires sociales

d'Alain Juppé avait déjà présidé ce forum de 1995 à 1998. La mission du Développement Social Urbain sur Bordeaux a de plus toujours fait preuve d'un esprit « Bonnemaison¹ ». Faire de la sécurité « l'affaire de tous », suivant la formule consacrée par ce dernier, ne traduisait pas une obsession sécuritaire mais visait seulement à ne pas laisser le soin de rassurer à la seule présence policière. À lire le diagnostic commandé l'an passé au Forum sur le sentiment d'insécurité, les ordures et

« L'insécurité est une dimension normale de la vie urbaine (...) Elle devient problématique lorsque les faits qui l'attisent deviennent perçus comme les symptômes d'une urbanité qui se défait. »

objets qui envahissent l'espace public des villes en tissent la toile de fond par la propagation d'une ambiance d'abandon.

À l'aune de cette culture partagée autour de l'idée de traiter et non d'exploiter l'insécurité, on pouvait s'attendre à ce que majorité et opposition bordelaises s'accordent aisément sur ce thème. Non ! Certes, d'abord pour un grief d'absence de concertation, mais pas seulement. En dépit de l'objectif d'une « nuit apaisée, partagée et solidaire », majorité et opposition se sont divisées en décembre 2022

sur la décision d'éteindre l'éclairage public la nuit, sur 57 % des points de la ville, entre 1 heure et 5 heures du matin. Côté opposition, l'intuition qu'une caméra de surveillance ou un policier sont moins efficaces dans le noir. Une option aussi psychologique en faveur de la lumière qu'étaient de nombreux adages traditionnels : « tout ce qui brille voit » ; « la lampe veille donc elle surveille² ». Enfin, un argument selon lequel dissuader par l'obscurité les jeunes femmes de sortir ne peut être considéré comme une amélioration de leur sécurité. La majorité, pour sa part, s'appuie sur des statistiques qui indiquent l'impossibilité d'établir de manière significative un lien entre réduction de l'éclairage et montée de

l'insécurité. Elle mobilise également un principe de réalité : l'envol du coût de l'électricité.

À plus long terme, il serait intéressant de mesurer les effets des restrictions de l'éclairage nocturne sur l'insécurité et, plus largement, les changements de comportements qu'elles induisent. En attendant, si une Bordelaise, rentrant tard chez elle, ressent quelques appréhensions à arpenter les rues sombres de sa ville, qu'elle repense à son père la tancer affectueusement d'un : « C'est pas Versailles ici ! » —

1 | Du nom de Gilbert Bonnemaison, maire socialiste d'Épinay sur Seine, président de la commission des maires sur la sécurité en 1982 puis du CNPD et initiateur du FFSU.

2 | Ces formules sont de Gaston Bachelard.